



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Derichebourg ESKA**

172 RUE DU LADHOF  
68000 Colmar

Références : 0006702047\_26\_02\_24\_ESKA\_VI\_AR\_Epluvial  
Code AIOT : 0006702047

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement Derichebourg ESKA implanté 172 RUE DU LADHOF ZI EST 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale intitulée "Gestion des eaux pluviales".

#### **Référentiels utilisés:**

- Arrêté n°2014260-0008 du 17 septembre 2014 portant autorisation à la société ROHR ENVIRONNEMENT de poursuivre l'exploitation de ses installations de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et de tri et de regroupement de déchets métalliques et à exploiter une activité de broyage de déchets métalliques et de récupération de déchets d'équipements électriques et électronique à COLMAR,

- Arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Derichebourg ESKA
- 172 RUE DU LADHOF ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une installation de regroupement et de tri de déchets.

Les déchets accueillis sont des ferrailles, des métaux, des batteries et des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques).

Le seul traitement des déchets réalisé au sein des installations consiste en l'oxycoupage, pour le découpage de pièces de grande taille.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Volume du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014,, article 2.1.1	Sans objet
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 16	Sans objet
4	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014, article 4.3.1	Sans objet
5	Mesures périodiques	Arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 9.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justifications complémentaires sont nécessaires pour statuer sur le point de contrôle 2 relatif aux volumes du bassin de rétention enterré.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014, article 2.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour les documents suivants :  [...] les plans des installations tenus à jour et datés incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts [...]
Dans le cadre de la visite de contrôle réalisée par les services de l'inspection des installations classées, il a été établi que l'exploitant a fourni un plan complet des réseaux d'assainissement du site.  Le plan en question décrit l'ensemble des composants du système d'assainissement, incluant les réseaux de collecte des effluents, les points de branchement, les regards, les avaloirs ainsi que les postes de relevage.  Un contrôle par sondage pour évaluer la correspondance entre le plan et les équipements installés a été fait sur des avaloirs, des regards et les postes de relevage. Il n'a pas été constaté de différences manifestes entre les plans et l'installation.  Ce constat n'appelle pas de remarque de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Volume du bassin de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont [...] et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...].  L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des

égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
La capacité de confinement est de 615 mètres cubes.
Cette capacité est assurée par le pendage des aires imperméabilisées du site, le réseau de canalisations et un bassin souterrain. Les canalisations enterrées participant à ce confinement sont étanches.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la visite d'inspection la présence d'une pompe de relevage jumelée faisant office de système d'isolement des réseaux assainissements de l'exploitation par rapport à l'extérieur.</p> <p>Le dispositif de contrôle pour arrêter les pompes est situé dans un boîtier extérieur qui n'est pas sécurisé par une serrure.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction incendies sont confinées grâce à un bassin enterré, le pendage imperméabilisé des sol et le volume disponible dans les conduites enterrées.</p> <p>L'exploitant a fourni, à cet effet, les notes de calcul référencées D9 et D9A, établissant un volume théorique total de 615 m<sup>3</sup>. Cette note indique un volume effectif du bassin enterré s'élevant à 300 m<sup>3</sup>, complété par les capacités de rétention des réseaux de collecte des eaux pluviales de 45 m<sup>3</sup> et les volumes liés aux pentes de sols de 270 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu transmettre de justificatifs concernant le volume des capacités de confinement, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier du volume total de confinement (notes de calcul, relevés de géomètres, ...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Entretien des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien . [...] les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection l'exploitant a pu fournir les bordereaux de traitement des déchets et des deux séparateurs d'hydrocarbures et un protocole d'entretien des différents dispositifs de traitement des eaux présents sur le site sur les deux dernières années : 2024 et 2025.

Le protocole d'entretien mis en œuvre applicable à l'ensemble de ses établissements implantés sur le territoire national, a été examiné. Ce protocole définit les modalités d'entretien et de curage des séparateurs d'hydrocarbures, des réseaux de collecte des eaux pluviales et de rétention des eaux, les fréquences de curage de chacun des dispositifs de traitement, le personnel habilité (entreprise spécialisée), le matériel nécessaire, le déroulement des interventions, la gestion des déchets et la traçabilité de l'enregistrement.

L'exploitant a indiqué que la société qui vidange les séparateurs d'hydrocarbures réalise également leurs nettoyages.

Les bordereaux de traitement des déchets indiquent les dates suivantes pour les opérations de curage :

- Le 30 décembre 2025,
- Le 20 mai 2025,
- Le 10 décembre 2024,
- Le 20 juin 2024.

Il a été constaté que les opérations de curage sont réalisées deux fois par an.

Ce constat n'appelle pas de remarque de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites applicables aux rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17 septembre 2014, article 4.3.1

**Thème(s) :** Actions régionales, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes :

Débit instantané maximal	72 m <sup>3</sup> /h
pH	5,5 - 8,5
Température	<30°C

Paramètre	Concentration maximales (mg/l)
DCO	2000
DBO5	800

MES	600
AZOTE GLOBALE (EXPRIME EN N)	150
PHOSPHORE TOTAL (EXPRIME EN P)	50
INDICE PHENOLS	0,3
CHROME HEXAVALENT ET COMPOSES (EN CR)	0,1
CHROME ET COMPOSES (EN CR)	0,5
CYANURE TOTAUX	0,1
AOX	1
ARSENIC	0,1
METAUX TOTAUX	15
FLUOR ET COMPOSES (EN F)	15
HYDROCARBURE TOTAUX	10
CUIVRE ET COMPOSES (EN CU)	0,5
NICKEL ET COMPOSES (EN NI)	0,5
ZINC ET COMPOSES (EN ZN)	2
MANGANESE ET COMPOSES (EN MN)	1
ETAIN ET COMPOSES (EN SN)	2
FER, ALUMINIUM ET COMPOSES (EN FE+ AL)	5
PLOMB ET COMPOSES (EN PB)	0,5
PCB (congénères : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194)	0,05

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Ag, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

En cas de détection de PCB, l'exploitant en avise, dans les meilleurs délais, l'inspection des installations classées.

[...]

#### **Constats :**

Lors de l'année 2025, les résultats des analyses des eaux superficielles ont été systématiquement transmis via la plateforme GIDAF selon une périodicité trimestrielle.

Des dépassements des Valeurs Limites d'Émission ont été constatés à l'occasion de deux campagnes distinctes:

- En février 2025, une concentration en Fer et Aluminium de 7,0293 mg/L a été mesurée, excédant la VLE fixée à 5 mg/L,
- En mai 2025, une concentration en Fer et Aluminium de 6,11 mg/L, excédant la VLE fixée à 5 mg/L.

Face à ces écarts, l'exploitant a procédé à une investigation afin d'identifier les causes à l'origine de ces non-conformités. L'exploitant a indiqué que des mesures correctives ont été déployées. Il s'agit du nettoyage des zones impactées.

Les campagnes de contrôle ultérieures, menées en août 2025 et décembre 2025, ont confirmé le retour à des niveaux conformes aux exigences réglementaires pour les paramètres précédemment incriminés.

Ce constat n'appelle pas de remarque de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mesures périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 9.2		
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eaux pluviales		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquence fixées ci-après.		
Rejet NORD		
Débit instantané maximal	Paramètres	Fréquence de l'autosurveillance
DCO	PH température	Trimestriel
DBO5	Concentration	Trimestriel
MES		
AZOTE GLOBALE (EXPRIME EN N)		
PHOSPHORE TOTAL (EXPRIME EN P)		
INDICE PHENOLS		



CHROME HEXAVALENT ET COMPOSES (EN CR)	
CHROME ET COMPOSES (EN CR)	
CYANURE TOTAUX	
AOX	
ARSENIC	
MÉTAUX TOTAUX	
FLUOR ET COMPOSES (EN F)	
HYDROCARBURE TOTAUX	
CUIVRE ET COMPOSES (EN CU)	
NICKEL ET COMPOSES (EN NI)	
ZINC ET COMPOSES (EN ZN)	
MANGANÈSE ET COMPOSES (EN MN)	
ETAIN ET COMPOSES (EN SN)	
FER, ALUMINIUM ET COMPOSES (EN FE+ AL)	
PLOMB ET COMPOSES (EN PB)	
PCB (congénères : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194)	

#### Constats :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, les contrôles des valeurs limites d'émissions avant rejet dans la Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) ont été réalisés tout au long de l'année 2025. Les résultats de ces mesures, effectuées selon une périodicité trimestrielle, ont été transmis à l'inspection des installations classées.

Les substances analysées correspondent à celles définies par les prescriptions réglementaires applicables à l'installation.

Par ailleurs, l'exploitant a mis à disposition les derniers bilans des rejets vers la STEP. Pour l'année 2025, ces bilans ont été établis selon une fréquence semestrielle.

Ce constat n'appelle pas de remarque de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suites